



Conseil national du sida
et des hépatites virales
14 avenue Duquesne
75350 PARIS 07 SP
www.cns.sante.fr

COMMUNIQUÉ DE PRESSE
07/05/2025

VIH / SIDA : LA FRANCE ET L'UNION EUROPÉENNE APPELÉES À AGIR RAPIDEMENT

Alors que les signaux d'alerte se confirment, le Conseil national du sida et des hépatites virales (CNS) exprime à nouveau sa vive inquiétude face aux menaces persistantes qui pèsent sur la lutte contre le VIH/sida. Pour atteindre l'objectif d'élimination de la transmission du virus d'ici 2030, la sauvegarde de ses acquis appelle une riposte politique à la hauteur des enjeux actuels.

En mars 2025, l'administration Trump annonçait la suppression de 83 % des contrats de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) à l'étranger, entraînant l'annulation de près de 5 200 financements. Cette décision a mis un terme à la majorité des programmes du PEPFAR¹, causant d'ores et déjà le décès de plus de 45 000 adultes et 4 800 enfants vivant avec le VIH dans les pays à revenus limités². La réduction de la contribution des États-Unis et d'autres pays donateurs au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme lors de sa prochaine conférence de reconstitution à l'automne 2025 pourrait encore aggraver les difficultés d'accès à la prévention et aux traitements déjà grandissantes, et fragiliser les progrès jusqu'à présent accomplis.

En cohérence avec les constats de l'ONUSIDA³ et dans le prolongement de son précédent communiqué⁴, le CNS rappelle que la continuité des services de santé est désormais gravement menacée, exposant le monde à une reprise incontrôlée de l'épidémie. Il réaffirme la nécessité de définir à courte échéance une réponse politique cohérente et volontariste, à l'échelle nationale et européenne. A cette fin, il souligne l'importance d'encourager les initiatives issues du champ politique, du monde de la recherche et des acteurs associatifs, afin de contribuer activement à la structuration de cette réponse.

À ce titre, le CNS salue la proposition de résolution européenne déposée à l'Assemblée nationale par un groupe transpartisan de parlementaires, visant à préserver et renforcer les financements dédiés à la lutte contre le virus de l'immunodéficience humaine⁵, comme d'autres initiatives émanant de la société civile, et appelle de ses vœux son examen et son adoption dans les meilleurs délais. Le retrait des États-Unis dans le financement de la lutte contre le VIH/sida nécessite d'accroître les financements des États membres de l'Union européenne et de la France en particulier, de renforcer la coordination des acteurs de la lutte contre le VIH/sida et de maintenir une coopération scientifique internationale ambitieuse.

Cette proposition de résolution européenne, à l'instar d'autres initiatives émanant de la société civile, doit contribuer à éclairer les choix du gouvernement en matière d'action extérieure et à favoriser une mobilisation forte de la France au sein de l'Union européenne, afin de replacer la lutte contre le VIH en tête d'agenda et de répondre rapidement et efficacement aux menaces pesant sur son financement.

¹ PEPFAR : Plan d'urgence du président des États-Unis pour la lutte contre le sida

² [PEPFAR Impact Tracker](#)

³ ONUSIDA. (2025, 20 janvier). *About the impact of US funding cuts on the global HIV response*.

⁴ CNS. (2025, 27 mars). *VIH : menace sur la santé mondiale*. <https://cns.sante.fr/communiqués-de-presse/vih-menace-sur-la-sante-mondiale/>

⁵ [Proposition de résolution, n° 1113 - 17e législature - Assemblée nationale](#)